

LA SITUATION DES CÉRÉALISERS AMÉRICAINS ET EUROPÉENS

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Ces paiements visent le manque à gagner de l'année dernière. Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Le gouvernement ne veut-il pas donner aux céréaliers canadiens une protection et une aide comparables à celles qu'obtiennent les producteurs américains et européens?

L'hon. Charles Mayer (ministre d'État (Commission canadienne du blé)): Monsieur le Président, les fonds nécessaires ont été mis de côté pour ce qui représentera selon nous le dernier versement de stabilisation concernant le grain de l'Ouest pour la campagne en cours. Ce qui importe, cependant, c'est que ce paiement sera effectué au moment où les agriculteurs en ont le plus besoin, c'est-à-dire avant l'ensemencement du printemps.

Le député est agriculteur. Il y a seulement quelques agriculteurs dans les deux partis d'opposition et le député en est un. Il sait que, pour bien des gens, surtout les agriculteurs, le moment où l'argent arrive est presque aussi important que le montant. L'argent arrivera au bon moment dans ce cas-ci. Si la situation demeure inchangée, il est fort probable qu'un autre paiement de stabilisation sera effectué aux termes de la loi pour l'année qui vient. Les agriculteurs auront donc l'argent au début de la saison des semences.

● (1130)

Entre temps, les taux d'intérêt ont baissé. C'est excellent pour les agriculteurs qui doivent emprunter afin d'ensemencer leurs champs. Le député devrait féliciter le gouvernement d'avoir pu gérer ses affaires financières de façon à faire baisser à ce point les taux d'intérêt.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Le premier ministre sait-il que la Presse canadienne vient d'annoncer que le sénateur Robert Packwood, président de la commission sénatoriale des États-Unis qui étudie la demande d'autorisation présentée par le président Reagan en vue de négocier un accord de libre-échange avec le Canada, vient de déclarer que sa commission allait sans doute rejeter cette demande et voter contre? Le premier ministre est-il au courant et, dans l'affirmative, comment compte-t-il réagir, face à cette nouvelle alarmante?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Oui, monsieur le Président, je suis au courant. J'ai appris, après la conférence de presse, que le sénateur Packwood, un républicain de

Questions orales

l'Oregon, a prédit les résultats du vote d'une commission sénatoriale des États-Unis. Il y a deux choses à répondre à cela. Premièrement, cela devrait bien faire comprendre à certains députés qui semblent croire que les États-Unis nous suppliaient, à genoux, de bien vouloir négocier une entente, que si nous parvenons à en négocier une, ce sera tout à fait dans l'intérêt du Canada.

Mme Coppins: C'est vous qui avez supplié à genoux.

M. Mulroney: Deuxièmement, nous n'avons jamais minimisé les difficultés que présentent des négociations aussi complexes. J'ai entendu les propos du sénateur Packwood, mais je rappelle au député que nous traitons avec l'ensemble du gouvernement, y compris le Congrès, et pas seulement avec le sénateur Packwood.

LA POSITION CANADIENNE

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Le premier ministre peut-il nous assurer que son gouvernement et lui-même ne vont pas faire des concessions aux États-Unis sur certaines questions comme l'exportation de bois d'oeuvre ou la législation canadienne sur les brevets pour essayer d'obtenir un vote favorable de la part de ce comité sénatorial?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, de toutes les stupidités que le député de Windsor-Ouest nous a sorties, c'est sans doute la plus énorme.

Nous avons protégé les intérêts du Canada avec une vigilance qui ne s'était jamais vue depuis des années et nous allons continuer à le faire, notamment en essayant de négocier un accord commercial bilatéral avec les États-Unis qui apportera au Canada davantage d'emplois et de prospérité. Les appréhensions du sénateur Packwood montrent que notre gouvernement est sur la bonne voie à cet égard.

LES ENTRETIENS SUR LE LIBRE-ÉCHANGE—ON DEMANDE LE RETRAIT DE LA DEMANDE DU GOUVERNEMENT

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Monsieur le Président, je veux poser très sérieusement la même question au premier ministre, car le président de ce comité parle clairement au nom de celui-ci. Il ne s'agit pas simplement d'une annonce faite par hasard par une personne au Sénat. Dans ces conditions, le gouvernement va-t-il retirer la demande relative aux entretiens sur le libre-échange...

Des voix: Oh, oh!

M. Langdon: ... et à la place, mettre au point un train de mesures commerciales plus modestes et conformes aux recommandations du comité parlementaire spécial touchant la création d'un comité de médiation commerciale sur le modèle de la CMI, ainsi qu'un tribunal canadien de l'importation...

M. le Président: A l'ordre, je vous prie.

M. Langdon: ... plus strict mais aussi plus souple?